

# Europe - USA - Numérique

## 18 mois de radicalisation sans complexe

Une nouvelle géopolitique pour l'Amérique et le monde.

De l'électrochoc à l'urgence pour l'Europe



Arnaud Coustillière, président du Pôle d'excellence cyber

Mars 2026





Le 6 mars 2025, nous avons publié une première tribune « **Trump un électrochoc salutaire !** »<sup>1</sup>.

Force est de constater que depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, la situation se cristallise dans des rapports de plus en plus incertains et violents.

Le numérique est au cœur de cette nouvelle forme de confrontation globale ; elle ne concerne pas qu'une vision économique libérale du monde, mais bien une remise en cause profonde du modèle de société, de la protection des plus jeunes jusqu'aux valeurs démocratiques.

La suprématie numérique permet d'écrire un récit décorrélé de la réalité, de conduire toutes sortes d'ingérences ou de falsifications de la vérité, par ceux qui la détiennent.

Les États-Unis manient les rapports de force ; le projet radical de Donald Trump s'appuie désormais sur une approche qualifiée de « techno-fascisme » par certains observateurs, dont Gérard Araud l'un de nos anciens ambassadeurs à Washington. Il a observé in situ cette évolution depuis le premier mandat et la naissance des doctrines qui ont conduit à cette situation ; cela se déroule devant nous de façon totalement assumée et décomplexée.

Les analyses d'Asma Mhalla éclairent cette dynamique sous un angle plus large encore. **Le techno-fascisme qu'elle décrit n'est pas une dérive accidentelle, mais un projet politique structuré, où la technologie devient un instrument de domination, de surveillance et de contrôle social**<sup>2</sup>. Dans cette configuration, la dépendance technologique n'est jamais neutre : elle conditionne la capacité des États à décider librement, à protéger leurs citoyens et à préserver un espace démocratique autonome.

Cette mutation du mouvement « Make America Great Again », que le chercheur Olivier Alexandre décrit comme une « techno-oligarchie » où les élites de la Silicon Valley s'allient à un discours anti-système<sup>3</sup>, ne relève plus de la simple communication.

Il s'agit d'une « action connective »<sup>4</sup>, pour reprendre les termes de chercheurs comme Christopher S. Parker ; **elle transforme l'infrastructure numérique en un levier de puissance identitaire et géopolitique**. Cette alliance entre radicalisme et puissance technologique place une Europe institutionnellement fragile face à l'urgence d'une réponse stratégique et politique coordonnée.

Ne soyons plus dupes ! Halte aux politiques de l'autruche ! Regardons en face ce que signifie ce revirement américain conceptualisé depuis quelques années et mis en œuvre sous nos yeux.

S'il est de bon ton de céder au « French et European bashing » en soulignant uniquement nos lenteurs et faiblesses, en disant que tout est perdu ou trop tard, que le « Graal technologique » se situe en haut à droite du Gartner... **Il est temps de changer de regard, de réagir et de faire de MAGA, un déclencheur et une opportunité pour enfin faire « Europe ».**

1 - <https://www.pole-excellence-cyber.org/wp-content/uploads/2025/03/Quel-chemin-pour-conquerir-notre-Autonomie-Strategique-Numerique-1-1.pdf>

2 - Mhalla A, Cyberpunk. Le nouveau système totalitaire, Paris : Seuil, septembre 2025, 208 p. Futuribles, n° 470(1), 115-118. <https://doi.org/10.3917/futur.470.0115>

3 - Hadjadj, N. (2025, July 19). Techno-oligarchie x MAGA 2.0 : la coalition trumpiste analysée par Olivier Alexandre. Synth. <https://synthmedia.fr/entre-tiens/techno-oligarchie-x-maga-2-0-la-coalition-trumpiste-analysee-par-olivier-alexandre/>

4 - Parker, C.S, and Rachel M.B. 'Exploring the Motivations of the MAGA Movement', in Steven Livingston, and Michael Miller (eds), Connective Action and the Rise of the Far-Right: Platforms, Politics, and the Crisis of Democracy (New York, 2025; online edn, Oxford Academic, 19 June 2025), <https://doi.org/10.1093/oso/9780197794937.003.0008>. accessed 27 Jan. 2026.

Citons Jean-Dominique Giuliani dans son édito pour l'Institut Schuman du 6 février 2026.

*« L'Europe, dernier obstacle pour la coalition des autocrates.*

*L'Europe incarne une force morale, celle qui trouve son origine dans la Déclaration des droits de l'Homme de 1789, dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 dans le cadre de l'ONU et dans la Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, avec sa Cour de justice supranationale qui ne tolère aucun manquement aux droits proclamés au point même qu'on la critique pour la large interprétation qu'elle en fait.*

*Peut-être aussi parce que, forte d'une culture et d'expériences plus que millénaires, elle a choisi la paix entre ses membres, la négociation et le dialogue entre les nations, que cela lui a permis de construire la deuxième économie mondiale et qu'elle est devenue un repère et une force attirante dans le monde contemporain. »*

Citons aussi le Président Emmanuel Macron dans la préface de la **Stratégie Nationale de Cybersécurité 2026-2030** « *La France ne saurait être spectatrice. Elle y sera, avec force, avec méthode, avec ambition, une puissance souveraine.* »

Au sein de l'Union Européenne, force est de reconnaître qu'un consensus à 27 peut s'avérer compliqué. Il est donc nécessaire **d'identifier un groupe de nations qui puissent porter cette politique et en être le fer de lance**, rallier les autres États afin de faire face au lobbying des entreprises américaines et à leurs supporters européens. Si l'Europe peine parfois à avancer aussi vite qu'elle le pourrait en raison de ses processus démocratiques et de sa fragmentation ; **pour le numérique elle est notre seul rempart d'où l'importance d'une mobilisation sur le sujet !**

Elle dispose de formidables atouts : un marché unique de 450 millions de consommateurs, une excellence scientifique de premier plan, des infrastructures de recherche uniques au monde et un cadre éthique qui devient une référence globale. Elle est encore le berceau et la gardienne des valeurs démocratiques, au moment où une partie des États Unis leur tourne le dos.

Publié en septembre 2024, **le rapport de Mario Draghi**, alertait déjà sur le retard qu'était en train de prendre l'Europe dans des secteurs stratégiques. Ce rapport plaide pour une souveraineté stratégique européenne et appelle à un **"sursaut collectif"**<sup>5</sup>.

Comme l'analyse Laurence Nardon, le mouvement MAGA a fait du numérique un espace de "désintermédiation" totale, où le contrôle de l'attention remplace le débat démocratique<sup>6</sup>. Le président Trump et son entourage y excellent.

Les rapports de force sont globaux et mondiaux, de plus en plus brutaux. **Sans réaction forte, l'Europe deviendra encore plus une colonie numérique des États-Unis, de plus en plus démembrée et spoliée.**

La première traduction concrète de ce sursaut doit être économique. Face à des acteurs américains et chinois soutenus par des stratégies étatiques assumées, l'Union européenne ne peut plus se permettre une neutralité de marché ; les nations doivent le comprendre.

Privilégier le marché européen n'est pas un repli protectionniste, mais un acte stratégique et politique. Sans commande publique européenne orientée vers des acteurs européens, sans préférence communautaire assumée dans les secteurs critiques, toute ambition de souveraineté restera théorique, car les sociétés européennes n'ont pas actuellement le socle de développement ad hoc en Europe, elles ont cruellement besoin de chiffre d'affaires en Europe, afin de développer une offre performante apte à rallier les entreprises.

5 - Chaaban, F. (2025, November 19). Qu'est-ce que le rapport Draghi sur l'avenir de la compétitivité de l'UE ? Toutedurope.eu. <https://www.toutedurope.eu/economie-et-social/qu-est-ce-que-le-rapport-draghi-sur-l-avenir-de-la-competitivite-de-l-ue/>

6 - Nardon L, « États-Unis : la liberté d'expression face aux attaques du mouvement MAGA », Chroniques américaines, Ifri, 26 septembre 2025.

**Le marché unique doit devenir un levier de puissance**, capable de soutenir l'émergence de champions européens dans le numérique, le cloud et les infrastructures critiques, socle de l'IA, du quantique et d'un numérique européen. **Sans infrastructure et sans données européennes à traiter, on bâtit sur du sable.**

L'exemple du groupe allemand Schwarz Digital avec **STACKIT**, le cloud allemand « souverain » de Lidl, est particulièrement instructif ; possédant des masses de données colossales, ils ont fait le choix de développer de nouvelles verticales métier plutôt que de laisser filer cet or noir hors d'Europe, allant bien au-delà des seuls IAAS/PAAS<sup>7</sup> pour privilégier d'entrée leur « Market Place ».

Ces exigences **Infra/Données** sont particulièrement visibles dans le secteur du cloud, devenu une infrastructure politique autant que technique. La dépendance massive des administrations et des entreprises européennes à des prestataires comme AWS, Microsoft Azure ou Google Cloud pose la question centrale du contrôle effectif des données.

Derrière la promesse de performance et de flexibilité se cache une vulnérabilité structurelle, liée à **l'extraterritorialité du droit américain, en premier lieu le FISA**<sup>8</sup>, mais aussi le **Cloud Act** qui permettent aux autorités américaines et aux services de renseignement d'accéder à des données hébergées par des entreprises américaines, **y compris lorsque ces données sont stockées en Europe.**

La protection des données européennes ne peut donc être pensée uniquement en termes de cybersécurité technique, mais bien comme un enjeu de souveraineté juridique, de confiance et politique. La norme technique EUCS<sup>9</sup> pour le Cloud, doit être complétée par le CADA<sup>10</sup> avec des mesures ambitieuses et courageuses en matière de Cloud et d'IA, pour se protéger le plus possible de ces ingérences extraterritoriales, sans pour autant devoir renoncer à la performance.

C'est précisément sur ce point que la réglementation européenne doit évoluer. Une véritable stratégie européenne suppose de prendre pleinement en compte l'extraterritorialité du droit américain, en conditionnant l'accès aux marchés publics et aux données sensibles à des garanties juridiques réelles, et non déclaratives, à l'emploi de produits certifiés par les agences européennes. Réguler sans se doter de moyens de contrôle effectifs revient à laisser perdurer une asymétrie de pouvoir au profit des grandes plateformes extra-européennes.

Dans ce contexte, les positions défendues par Vincent Strubel, directeur général de l'ANSSI, prennent une résonance particulière. À travers le référentiel français SecNumCloud, l'ANSSI ne propose pas seulement une norme technique, mais un cadre politique clair. Ce discours tranche avec l'illusion d'une souveraineté « par le chiffrement non souverain » ou « par contrat », en rappelant que la sécurité numérique ne peut être dissociée de la question du droit applicable et du contrôle de l'actionnariat. L'Europe a choisi une autre voie. Un EUCS uniquement technique et un CADA (Cloud and AI Development Act) à venir pour traiter l'extraterritorialité et les ingérences.

L'Europe ne peut prétendre défendre un modèle démocratique si ses infrastructures numériques reposent sur des architectures de pouvoir qui lui échappent. À cet égard, la mise en garde de Gérard Araud est sans appel : l'Europe doit sortir de sa « naïveté transatlantique ». Pour l'ancien diplomate, le mouvement MAGA marque la fin d'une Amérique protectrice au profit d'une puissance transactionnelle et brutale, qui voit dans la dépendance numérique européenne une opportunité de vassalisation plus qu'un partenariat<sup>11</sup>.

**L'Europe n'a plus le luxe de l'hésitation : soit elle devient une puissance technologique, soit elle se résigne à n'être qu'un terrain de jeu pour les plateformes étrangères.**

7 - Infrastructure-as-a-service / Platform-as-a-service

8 - Foreign Intelligence Surveillance Act

9 - European Union Cybersecurity Certification Scheme for Cloud Services

10 - Cloud and AI Development Act

11 - LCI. (2026, January 9). Donald Trump « veut changer l'ordre du monde », analyse Gérard Araud / LCI [Video].

YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=5nd8Pk3mRHY>

Enfin, le discours de Mark Carney à Davos, le premier ministre canadien le 20 janvier dernier, offre une grille de lecture complémentaire. Il rappelle que la résilience économique et démocratique passe par des investissements de long terme dans des infrastructures durables, souveraines et alignées avec des valeurs politiques claires. Bâtir mieux, pour l'Europe, signifie bâtir indépendamment, sans confondre ouverture économique et dépendance stratégique.

Les déclarations faites lors du Sommet de Munich mi-février montrent que l'Europe politique réagit, même si des divergences persistent, notamment entre l'Allemagne et la France.

Face à la montée en puissance d'un techno-fascisme assumé, l'autonomie européenne ne peut plus être un slogan. Elle doit devenir un projet politique structurant, articulant préférence économique, maîtrise technologique, protection juridique et vision démocratique.

À défaut, l'Europe risque de rester un espace régulé mais dominé, pris en étau entre des puissances qui ont, elles, pleinement compris **que la technologie est désormais un champ de bataille politique. Qu'il est de leur intérêt de faire éclater l'Europe en 27 nations à mettre sous tutelle numérique, afin de piller leurs économies et les asservir politiquement en installant des régimes « sous contrôle ». 27 nations devenues des colonies américaines, chinoises ou russes...**

**Ce n'est pas l'Europe qui souhaite un rapport de force, mais les États-Unis qui l'imposent !**

Certaines entreprises annoncent même, sans retenue aucune sur les réseaux sociaux, que leur mission est de garantir la suprématie des États-Unis dans l'espace numérique... On est loin du discours commercial...

**Alors que faire ? Comment mobiliser ?**

Les États, même s'ils affichent une ambition forte comme le fait la Stratégie Nationale Française, ne pourront pas tout faire seuls, **ce sont tous les acteurs européens qui doivent prendre conscience de cette nouvelle forme de guerre qui nous est livrée**, à nous européens en particulier...

Le summum de l'Art de la guerre pour Sun Tzu : gagner et dominer sans combattre....

Il est nécessaire que des **leaders d'opinions, des politiques, de grands industriels se fassent les leaders et le relais de ce combat au-delà du seul cercle des experts** ou de l'écosystème numérique, car nous faisons face à un problème de société et d'avenir pour l'Europe.

La mobilisation des européens revêt aujourd'hui un caractère d'urgence. **Il faut éduquer les politiques, les décideurs et les patrons d'entreprises à ce qu'est le numérique**, à l'importance que revêt une infrastructure maîtrisée et des données exploitées de façon autonome par les acteurs économiques européens, c'est un secteur d'importance vitale qui ne peut être confié à d'autres.

Ne soyons pas dupes, **remettons du bon sens et de la vision politique dans la technologie numérique**. Comme Ulysse sachons résister au chant des sirènes technologiques, elles ne veulent pas notre bien mais voler notre âme.

Les données sensibles de l'État et des citoyens restent sous **cadre juridique national ; les produits de sécurité certifiés en Europe** par les agences spécialisées sont prescrits ; les infrastructures numériques dont cloud et datacenter sont sous **statut d'organisme d'importance vitale** dès que les informations sont stratégiques pour l'innovation ou le fonctionnement de la nation (hôpitaux, transport, collectivités...).

**Parler de Cloud souverain opéré par une entreprise américaine de la Tech n'a pas de sens....** Pourtant, certaine entreprise l'annonce sans aucune retenue. Elle ne peut résister ou aller contre les injonctions et pressions de son gouvernement... C'est simple : souverain signifie en Europe sous cadre juridique souverain sans possibilité d'ingérence d'une administration étrangère, et des produits de sécurité certifiés par les agences européennes.

Une grande entreprise technologique américaine peut-elle, en pratique, refuser d'exécuter une injonction ou un décret émanant de Washington ?

Trois niveaux d'analyse sont à appréhender selon les secteurs, leur complexité, leur acceptabilité et leur calendrier pour augmenter l'autonomie stratégique en matière :

- de stockage, de transport et de traitement des données, métadonnées et algorithmes ;
- de prise en compte du risque opérationnel face à un « shut down » numérique ordonné par une puissance étrangère ;
- de réduction de la dépendance technologique.

Il faut rester maître des « données sensibles » mais aussi des « algorithmes qui modélisent les savoir-faire et les modes de fonctionnement spécifiques des organisations, là où se trouvent les plus-values et la valeur qui font le « cœur stratégique » des organisations. Le niveau 1 est accessible dès aujourd'hui, le 2 aussi au moins sur des périodes significatives. Le 3 est une affaire plus complexe.

Mais il faut rester réaliste, la redéfinition des liens avec les entreprises de technologie américaine ne se fera pas à court terme.

**Les entreprises et les organisations ont besoin de performance.** De façon non dogmatique et pragmatique et au juste niveau selon la sensibilité, **il va falloir concilier le meilleur de la souveraineté, le meilleur de la sécurité et le meilleur de la performance...**

Privilégier - quand une solution européenne de niveau équivalent n'existe pas - des « modules » intégrables à une architecture maîtrisée. Rien n'empêche non plus de s'approprier ces modules pour être capable de les développer.

**Privilégier les hébergements sur des Clouds certifiés les plus éloignés possible de l'extraterritorialité. Ceux qui ont fait l'effort d'être SecNumCloud par exemple,** tout en étant pas dupe sur ceux qui en restent au discours commercial et au lobbying.

**Certains font aujourd'hui ce choix ! Il faut que tous les DSI s'en saisissent. Ce sont eux qui définissent l'architecture et le recours aux prestataires ; ils ont un pouvoir de décision.**

**Mais aussi, vous les membres des Comex et des Conseils d'administration,** ces choix numériques sont structurants pour la performance et les résultats de vos entreprises, les développements économiques européens et nationaux. Vos décisions doivent pouvoir s'appuyer sur des conseils et des analyses avisés et globaux, et une compréhension de votre part de ce qu'est le numérique sans se contenter de regarder la seule partie visible, mise en avant dans les « market place ». **Le numérique est un Iceberg, 5% de « market place » et 95% de socle invisible mais qui recèle les attributs de la puissance numérique.**

**Que faire ? Comment agir vers l'Europe ?**

Appeler à une **mobilisation de nos représentants à Bruxelles**, de ceux des autres nations mais aussi de nos régions pour soutenir les acteurs de la Commission afin qu'ils prennent des décisions courageuses, notamment face au lobbying commercial et politique des entreprises non européennes.

**Identifier un « cœur de nations » partageant la même volonté d'autonomie stratégique numérique** et de souveraineté pour déjà avancer ensemble et créer une dynamique forte face à l'urgence.

Mobiliser l'Europe des régions pour relayer et appuyer à leur niveau cette dynamique. En France la Bretagne s'est engagée dans cette voie...

Au plus vite : mettre en place **une préférence européenne** pour les marchés règlementés, des mesures de protection face à l'extraterritorialité juridique, et le recours à des **produits certifiés** dans les projets et les appels d'offre de l'UE et de ses États pour créer les conditions d'un marché "domestique" ;

**Promouvoir l'émergence d'un marché domestique** auprès des entreprises consommatrices de cyber en complémentarité des financements aujourd'hui mobilisés autour du **FED** (Fond Européen de Défense) et du **FEI** (Fonds Européen d'Investissement), car les entreprises ont avant tout besoin de chiffres d'affaires et de commandes pour passer à l'échelle ; les subventions aident l'innovation mais c'est avant tout la "commande" qui fait la compétitivité et l'excellence des offres.

Encourager et soutenir **les initiatives qui cartographient au niveau européen les entreprises** disposant de produits de sécurité certifiés et celles qui ont une démarche européenne souveraine afin à la fois de mettre en avant leurs offres, mais surtout de **faciliter les constitutions de consortium**, en particulier de PME innovantes, pour adresser ensuite les mécanismes du FED ou le FEI.

L'agenda Draghi est un élément central de compétitivité ; **la création d'un marché européen des capitaux une condition fondamentale**. Sans cette compétitivité, les capitaux privés nécessaires pour les scale-up - y compris européens - continueront à être investis ailleurs au détriment de nos entreprises européennes qui auront réussi à passer la première étape de leur développement et bénéficié de subventions d'innovation.

**Accompagner et soutenir l'émergence d'un réseau d'associations nationales ou de groupements d'associations** œuvrant pour l'émergence d'un marché domestique régulé et les démarches de souveraineté en matière de cybersécurité et d'IA sensibles.

**Une mobilisation autour du CADA en cours de rédaction pour y inscrire des dispositions ambitieuses et courageuses en matière d'extraterritorialité tant sur les données qu'en matière d'IA de confiance** face à des prestataires de service étrangers qui ne se cachent plus de lutter pour la suprématie numérique de leur nation ?

**Des actions autour du FEI** sont nécessaires pour en faire un **levier financier davantage tourné vers la souveraineté européenne**, notamment par l'introduction de clauses contraignantes en cas de rachat par des acteurs étrangers, **la création d'un compartiment cyber au sein de l'ETCI** (European Tech Champions Initiative) et le **soutien aux entreprises certifiant leurs produits** afin de renforcer la robustesse de la supply chain, ainsi que par le développement d'une dynamique vers la défense, la sécurité et l'espace avec les investisseurs financés par le FEI.

Le **Digital Omnibus** qui traite de l'harmonisation des réglementations et directives européennes doit être plus lisible et ses travaux accélérés : RGPD / NIS2 / DORA / Cyber Act / CRA / DSA / DMA / MICA / Cyber Solidarité. Toutes nécessaires et fondées mais quelle jungle pour les entreprises, notamment les PME/ETI.

Enfin, pour conclure, je reprendrai les mots d'Alain Juillet, prononcés lors d'un récent colloque de Synopia : **« Comprendre le réel n'est pas céder au cynisme ; c'est la condition préalable à toute reconquête stratégique. Le "crépuscule des faibles" ne signifie pas l'effondrement brutal de l'Occident et de l'Europe. Il décrit la marginalisation progressive de ceux qui refusent d'adapter leur stratégie au retour du rapport de force. »** Ces mots éclairent notre situation. Les agissements de plus en plus brutaux de l'administration de Donald Trump, y compris à l'encontre de ses propres citoyens et acteurs économiques, comme l'illustrent les pressions exercées sur l'entreprise d'IA Anthropic, nous confrontent au réel. Le rapport de force n'est plus une hypothèse : il est assumé.

Face à cette évolution, la France peut et doit jouer un rôle de catalyseur, en mobilisant un cercle d'États européens volontaires déterminés à construire une souveraineté numérique. Il ne s'agit pas de rejeter les technologies américaines. **Les entreprises européennes ont besoin de performance, de résilience et de sécurité. Mais ces exigences doivent s'inscrire dans des relations commerciales équilibrées et respectueuses des intérêts européens.**

La construction d'une autonomie numérique européenne est un chantier immense. Elle exige un engagement résolu des responsables politiques et économiques, l'émergence d'un véritable marché domestique et l'affirmation de règles claires vis-à-vis des fournisseurs extra-européens.

**L'Europe doit pleinement affronter le retour du rapport de force, et en y répondant avec lucidité, courage et détermination, et rapidement.**

PÔLE D'EXCELLENCE  
CYBER

[www.pole-excellence-cyber.org](http://www.pole-excellence-cyber.org)

